



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 10, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans les 48 heures suivant la dissolution du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a reçu l'appui formel de toutes les principales parties prenantes internationales, notamment les États-Unis, la BINUH, l'OEA, la France, le Canada et la République dominicaine. Cette coordination sans précédent établit le soutien international le plus solide pour tout dirigeant haïtien depuis la formation du CPT, tout en exposant simultanément les fondements constitutionnels les plus faibles. L'absence de contrôles législatifs ou judiciaires crée une gouvernance opérationnellement fonctionnelle mais constitutionnellement creuse. L'opposition intérieure se cristallise autour des préoccupations de légitimité, le collectif politique Kolektif Tèt Ansanm mettant en garde contre la gouvernance unilatérale et l'avocat Marc Sony Charles déclarant les décisions de Fils-Aimé inconstitutionnelles. Les opérations de sécurité continuent de s'intensifier avec des attaques de gangs confirmées à Kenscoff et des démolitions municipales prévues à Delmas.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La communauté internationale réalise un consensus sans précédent soutenant Fils-Aimé en 48 heures grâce à des déclarations coordonnées des États-Unis, de la BINUH, de l'OEA, de la France, du Canada et de la République dominicaine.

L'opposition politique intérieure émerge avec le collectif KTA mettant en garde contre la gouvernance unilatérale et des contestations juridiques remettant en question l'autorité constitutionnelle du Premier ministre.

La situation sécuritaire de base demeure inchangée avec le contrôle des gangs sur Port-au-Prince estimé à 85-90 pour cent et une attaque confirmée à Kenscoff tuant au moins sept civils.

Les indicateurs macroéconomiques restent stables avec la gourde se maintenant à 130,89-131,00 par dollar et les revenus douaniers de janvier affichant une légère augmentation d'une année à l'autre.

L'écart de déploiement de la GSF se poursuit jusqu'en avril 2026 avec les premiers contingents attendus au printemps et le déploiement complet ciblé pour octobre 2026.

DÉVELOPPEMENT 1: Alignement des parties prenantes internationales sur l'autorité intérimaire

Le développement le plus important de ce cycle de reportage est la rapidité et l'exhaustivité de l'appui international au Premier ministre Fils-Aimé concernant l'autorité exécutive unique suite à l'expiration du mandat du CPT le 7 février. En 48 heures, tous les principaux acteurs internationaux ayant une présence opérationnelle ou un engagement financier envers Haïti ont publié des déclarations formelles reconnaissant son gouvernement intérimaire. Les États-Unis ont pris note le 7 février du transfert pacifique du pouvoir et ont promis leur soutien au leadership du Premier ministre Fils-Aimé pour construire un Haïti fort, prospère et libre. La BINUH a suivi le 9 février avec une déclaration invoquant explicitement la résolution 2814 du Conseil de sécurité récemment adoptée, qui a renouvelé le mandat de la BINUH et établi l'architecture juridique pour le soutien à la gouvernance post-CPT.

L'Organisation des États américains a publié le document de position le plus détaillé le 9 février, caractérisant la période intérimaire comme courte, déterminée et clairement dirigée. Le langage de l'OEA révèle la stratégie internationale visant à prévenir la dérive du mandat ou la gouvernance indéfinie du Premier ministre en mettant l'accent sur les contraintes temporelles et les résultats spécifiques. La déclaration a identifié deux objectifs prioritaires : améliorer l'environnement sécuritaire et faire progresser les préparatifs électoraux conformément au calendrier publié, ce qui endosse implicitement la date électorale du 30 août 2026. L'OEA a confirmé la fourniture actuelle de soutien technique et financier à la Police Nationale d'Haïti et à l'Office National d'Identification, tout en qualifiant le déploiement de la Force de Suppression des Gangs de critique pour le rétablissement de la sécurité en vertu de la RCSNU 2793.

La France, le Canada et la République dominicaine ont complété le cadre de consensus. La France a salué le transfert ordonné du pouvoir exécutif et a promis un soutien continu à la GSF et aux forces de sécurité haïtiennes. Le Canada a caractérisé la transition comme une étape importante vers la stabilité tout en demandant au Premier ministre Fils-Aimé de travailler avec diligence pour améliorer la situation sécuritaire et organiser des élections générales. La République dominicaine a exhorté les dirigeants politiques à maintenir l'unité institutionnelle et à soutenir le gouvernement dirigé par le Premier ministre Fils-Aimé. Cette messagerie coordonnée en 48 heures démontre une planification diplomatique anticipée et reflète une préoccupation partagée concernant les risques de vide gouvernemental.

L'invocation de la RCSNU 2814 par la BINUH fournit le fondement juridique critique. Cette résolution adoptée au début de 2026 a renouvelé le mandat de la BINUH et incorporé des dispositions pour le cadre de gouvernance post-CPT. Combinée avec la RCSNU 2793 autorisant la GSF en vertu du Chapitre VII, ces résolutions constituent l'architecture juridique internationale soutenant l'autorité intérimaire de Fils-Aimé. La référence de l'OEA à la Révision Trois de la feuille de route incorporant les priorités identifiées par les autorités haïtiennes reflète la récente visite du Premier ministre Fils-Aimé à Washington et suggère une coordination anticipée sur les paramètres de transition.



CONTEXTE HISTORIQUE

La coordination internationale sur la gouvernance d'Haïti a historiquement été fragmentée avec des priorités concurrentes entre les États-Unis, la CARICOM, le Canada, la France et les acteurs de l'ONU. La période 2021-2024 a vu un désaccord persistant sur l'Accord de Montana versus la légitimité du CPT. Le consensus de février 2026 représente l'alignement le plus fort depuis le déploiement de la MINUSTAH en 2004 et reflète une évaluation partagée selon laquelle le vide gouvernemental pose un risque plus grand qu'une autorité transitionnelle imparfaite.

POINTS DE DISCUSSION

Toutes les principales parties prenantes internationales ont formellement appuyé le Premier ministre Fils-Aimé dans les 48 heures suivant la dissolution du CPT le 7 février, établissant une coordination sans précédent.

L'invocation par la BINUH de la RCSNU 2814 fournit le cadre juridique pour le soutien international

au gouvernement intérimaire grâce au mandat renouvelé.

L'OEA a caractérisé la période intérimaire comme courte, déterminée et clairement dirigée pour prévenir la dérive du mandat tout en endossant le calendrier électoral du 30 août 2026.

Le consensus international priorise deux objectifs : améliorer l'environnement sécuritaire et faire progresser les préparatifs électoraux avec le calendrier publié.

La coordination reflète une planification diplomatique anticipée et une préoccupation partagée concernant les risques de vide gouvernemental l'emportant sur les imperfections de l'autorité transitionnelle.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient référencer la RCSNU 2814 dans les documents de programmation et les matériels de plaidoyer pour établir la base juridique de l'engagement avec le gouvernement intérimaire.

Les donateurs devraient établir des mécanismes de consultation structurés avec le Premier ministre Fils-Aimé dans les six à huit prochaines semaines avant que l'opposition intérieure ne se consolide.

Les partenaires de développement devraient aligner les priorités d'assistance technique avec la Révision Trois de la feuille de route de l'OEA incorporant les objectifs identifiés par le gouvernement haïtien.

Les acteurs du secteur de la sécurité devraient coordonner la planification pour la période d'écart de janvier à avril 2026 entre le retrait de la MSS et l'activation de la GSF.

Les équipes des affaires politiques devraient surveiller si le Premier ministre Fils-Aimé publie des décrets de gouvernance dans Le Moniteur établissant le cadre juridique pour l'autorité intérimaire.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Cristallisation de l'opposition intérieure et défi de légitimité

Alors que les acteurs internationaux ont réalisé un consensus rapide, les forces politiques intérieures mobilisent l'opposition à l'autorité exécutive unique du Premier ministre Fils-Aimé basée sur des préoccupations de légitimité constitutionnelle. Le Kolektif Tèt Ansanm pou Ayiti a publié une note formelle le 8 février qui acceptait le transfert du pouvoir au Conseil des ministres comme réalité factuelle mais mettait en garde le Premier ministre contre toute gouvernance unilatérale. Le KTA a appelé au lancement immédiat d'un véritable dialogue inter-haïtien capable de rassembler toutes les forces politiques, sociales et économiques. Le collectif a identifié trois domaines prioritaires : le rétablissement de la sécurité, la stabilisation politique et l'organisation d'élections crédibles, tout en menaçant explicitement que toute tentative de gouvernance isolée risquerait d'aggraver la crise et de compromettre les chances de stabilité.

Le KTA représente un poids politique significatif car il inclut Rescapés pour l'Avenir sous Tarly

Guirand et le Mouvement pour la Sauvegarde de la Démocratie sous Lickel Pierre. Leur déclaration du 8 février fournit le modèle pour la messagerie de l'opposition intérieure, se concentrant non pas sur le rejet de l'autorité de Fils-Aimé mais sur l'exigence de mécanismes de gouvernance participatifs. AlterPresse a publié des analyses le 10 février caractérisant la période post-CPT comme entrant dans une nouvelle phase de transition avec une profonde incertitude structurelle. Les observateurs cités par AlterPresse ont évalué que l'exercice du pouvoir exécutif par Fils-Aimé manque de la légitimité populaire indispensable, créant une vulnérabilité au défi politique.

Le défi juridique le plus direct est venu de l'avocat Marc Sony Charles qui a déclaré les décisions actuelles de Fils-Aimé contraires à la Constitution et constituant des infractions criminelles. Charles a soutenu que le CPT conserve la compétence juridique pour procéder à son limogeage malgré sa dissolution et a averti que si Fils-Aimé persiste, il devra répondre de ses actes devant les autorités compétentes. Bien que cet argument juridique soit peu susceptible de gagner du terrain étant donné la dissolution du CPT et le soutien international écrasant, il signale que les défis juridiques intérieurs seront une caractéristique récurrente de la période intérimaire. L'absence de législature fonctionnelle ou de cour constitutionnelle affaiblit tout contrôle judiciaire sur le pouvoir exécutif.

Le Collège Présidentiel rival établi par l'OMLAP, le RAMICOH, l'APN et d'autres organisations n'a publié aucun nouveau communiqué ou action publique dans ce cycle de 24 heures. L'absence de tout appui international pour le Collège, combinée au soutien consolidé pour Fils-Aimé, diminue considérablement sa viabilité à court terme. Cependant, la transition de 15 mois proposée par le Collège avec deux commissions demeure un cadre alternatif potentiel si la gouvernance de Fils-Aimé chancelle ou si la situation sécuritaire se détériore. Au moins cinq groupes politiques concurrents étaient engagés dans des discussions post-CPT au début de février, indiquant une fragmentation significative parmi les forces d'opposition.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les gouvernements intérimaires haïtiens ont historiquement fait face à des défis de légitimité en raison de l'absence de mandat électoral. La période 1991-1994 a vu des revendications parallèles d'autorité. Le gouvernement intérimaire 2004-2006 sous Boniface Alexandre et Gérard Latortue a fonctionné avec un soutien international mais une acceptation intérieure limitée. La situation actuelle diffère en ayant un consensus international plus fort mais un fondement constitutionnel plus faible que les transitions précédentes qui conservaient des structures parlementaires nominales.

POINTS DE DISCUSSION

Le Kolektif Tèt Ansanm pou Ayiti a publié un avertissement le 8 février contre la gouvernance unilatérale exigeant le lancement immédiat d'un véritable dialogue inter-haïtien.

L'analyse d'AlterPresse a caractérisé l'autorité du Premier ministre Fils-Aimé comme manquant de légitimité populaire indispensable créant une vulnérabilité politique.

L'avocat Marc Sony Charles a déclaré les décisions actuelles du Premier ministre inconstitutionnelles et constituant des infractions criminelles, signalant que les défis juridiques intérieurs se répéteront.

Le Collège Présidentiel rival n'a reçu aucun appui international et n'a publié aucun nouveau communiqué dans le cycle de reportage, diminuant sa viabilité à court terme. Au moins cinq groupes politiques concurrents engagés dans des discussions post-CPT indiquant une fragmentation significative de l'opposition.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient surveiller si le Premier ministre Fils-Aimé répond à la demande du KTA pour un dialogue structuré à travers des mécanismes de consultation publique.

Les observateurs internationaux devraient suivre la formation de coalitions parmi les groupes d'opposition particulièrement autour du calendrier électoral du 30 août 2026.

Les spécialistes des affaires juridiques devraient évaluer le fondement constitutionnel de l'autorité exécutive intérimaire et les voies potentielles de contestation judiciaire.

Les organisations de la société civile devraient documenter les opportunités de participation publique dans les décisions de gouvernance pour répondre au déficit de légitimité.

Les missions diplomatiques devraient établir un contact avec la direction du KTA et d'autres groupes d'opposition pour évaluer le potentiel de consolidation et les lignes rouges.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Intensification des opérations de sécurité avec actions de dégagement urbain

Les opérations des forces de sécurité entrent dans une nouvelle phase d'intensité avec des attaques de gangs confirmées dans les zones périurbaines et le gouvernement municipal lançant des opérations agressives de dégagement urbain. Métropole Télé a rapporté qu'au moins sept personnes ont été tuées dans une attaque de gang à Nouvelle Touraine, Kenscoff, avec de nombreuses maisons incendiées. Le maire de Kenscoff, Massillon Jean, a déploré l'abandon des sections communales par la police, ce qui laisse le champ libre aux gangs. Cette attaque démontre l'expansion territoriale continue des gangs dans les zones périurbaines au-delà du noyau de Port-au-Prince, conforme aux modèles de sondage territorial documentés par l'ACLED et la BINUH tout au long de 2025.

Le maire de Delmas, Wilson Jeudy, a annoncé une opération complète de démolition contre les structures illégales sur les trottoirs commençant 11 février 2026. Toutes les structures illégales sur les trottoirs seront démolies sans exception, avec pour justification que les constructions illégales obstruent la circulation, mettent en danger la sécurité publique et entravent le développement urbain. Les résidents ont reçu un préavis minimal pour déménager leurs biens. Une opération similaire au Cap-Haïtien en janvier 2026 a attiré de vives critiques de la Chambre de commerce qui a condamné les démolitions effectuées sans préavis raisonnable, sans communication préalable

d'un plan clair et structuré. L'opération de Delmas déclenchera probablement des protestations et une perturbation économique dans l'un des corridors commerciaux clés de Port-au-Prince.

Le Nouvelliste continue de mettre en avant la posture sécuritaire avec la phrase : Vers l'intensification des opérations et de la puissance de feu des forces de l'ordre. Le verbe intensifier a été confirmé comme directive opérationnelle d'un seul mot par une source sécuritaire bien placée. Le département Grand'Anse de la PNH a rapporté 77 arrestations entre le 1er et le 31 janvier 2026, avec 48 sur mandats et 29 prises en flagrant délit, représentant une capacité d'application notable en dehors de la capitale. Le sous-poste de police du carrefour de l'aéroport de Port-au-Prince a rouvert, améliorant la sécurité autour de l'infrastructure de transport critique. Le chef de gang Barbecue Cherizier demeure délogé de son bastion de Delmas 6 avec un emplacement actuel non confirmé.

La situation sécuritaire de base demeure essentiellement inchangée avec le contrôle des gangs sur Port-au-Prince estimé à 85-90 pour cent. La cohésion de la coalition Viv Ansanm demeure fracturée depuis décembre 2025 en raison de différends internes sur les politiques d'enlèvement. L'écart critique dans le soutien sécuritaire international se poursuit jusqu'en avril 2026 entre le retrait de la MSS et l'activation de la GSF. L'OEA a confirmé le calendrier de déploiement de la GSF avec les premiers contingents attendus en avril 2026 et le déploiement complet ciblé pour octobre 2026. Dix-huit pays ont promis des forces de sécurité pour la GSF composée de jusqu'à 5500 personnels sous mandat RCSNU 2793 Chapitre VII, mais des questions clés non résolues incluent la nomination du leadership de la GSF, la désignation du Représentant spécial et les mécanismes de financement.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les opérations de dégagement urbain en Haïti ont historiquement déclenché une résistance violente, particulièrement lorsqu'elles sont menées sans consultation ni cadres de compensation. Les opérations de Cité Soleil en 2005 sous la MINUSTAH ont entraîné des pertes civiles importantes. Les démolitions de janvier 2026 au Cap-Haïtien ont démontré la tension continue entre les objectifs de développement municipal et les risques de déplacement de populations vulnérables. L'opération de Delmas du 11 février se déroule dans une zone commerciale avec des enjeux économiques plus élevés que les dégagements typiques d'établissements informels.

POINTS DE DISCUSSION

L'attaque de gang à Kenscoff a tué au moins sept civils avec des maisons incendiées, démontrant l'expansion territoriale continue au-delà du noyau de Port-au-Prince. Le maire de Delmas a annoncé l'opération de démolition du 11 février ciblant les structures illégales sur les trottoirs sans exception suivant une période de préavis minimal. Une opération similaire au Cap-Haïtien en janvier 2026 a attiré les critiques de la Chambre de commerce pour le manque de préavis raisonnable et de plan clair et structuré. Le Nouvelliste confirme l'intensification comme directive opérationnelle pour les forces de sécurité avec une puissance de feu et un tempo opérationnel accrus.

Le contrôle des gangs sur Port-au-Prince demeure à 85-90 pour cent avec la cohésion de Viv Ansanm fracturée depuis les différends internes de décembre 2025.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les opérateurs commerciaux à Delmas devraient se préparer à une perturbation de la circulation et à une activité potentielle de protestation commençant le 11 février jusqu'à la mi-semaine.

Les organisations humanitaires devraient pré-positionner la capacité de réponse au déplacement pour l'opération de Delmas, particulièrement pour les vendeurs de rue et les travailleurs du secteur informel.

Les analystes de sécurité devraient surveiller la coordination du gouvernement municipal avec la PNH pour les opérations de dégagement afin d'évaluer les mesures de protection civile.

Les partenaires de développement devraient plaider pour des processus de consultation structurés avant les futures opérations de dégagement urbain afin de réduire le déplacement et le choc économique.

Les acteurs de sécurité internationaux devraient intensifier la planification du déploiement de la GSF pour réduire la vulnérabilité de la période d'écart de janvier à avril 2026.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Stabilité macroéconomique et expansion de l'infrastructure numérique

Les indicateurs macroéconomiques démontrent une stabilité remarquable à travers la transition politique avec le taux de change se maintenant fermement et l'infrastructure financière numérique en expansion. La gourde s'est maintenue à 130,89 à 131,00 par dollar américain fin janvier jusqu'à début février 2026 avec une moyenne mensuelle de janvier 2026 de 0,007637 représentant une appréciation de 0,06 pour cent depuis le début de l'année par rapport au dollar. La fourchette de négociation de janvier de 0,007626 à 0,007643 montre une volatilité minimale avec seulement 0,22 pour cent d'écart indiquant aucune pression de dévaluation. Les revenus douaniers de janvier 2026 ont atteint 11,853 milliards de gourdes sur 21 jours d'exploitation représentant une légère augmentation d'une année à l'autre. Les réserves de la Banque de la République d'Haïti et les flux de transferts de fonds de la diaspora semblent fournir un soutien de liquidité suffisant.

NATCASH a annoncé l'expansion de l'inclusion financière et des services de transfert de fonds numériques le 9 février grâce à des partenariats avec CamTransfer et Unitransfer permettant les transferts de fonds de la diaspora des États-Unis, du Canada, de la France, du Mexique et du Chili. La plateforme présente une sécurité avancée incluant l'authentification biométrique, la géolocalisation des transactions et des systèmes anti-fraude avec un réseau d'agents national couvrant les zones reculées. Le positionnement de NATCASH comme plateforme financière et de transfert d'argent leader dans la région caribéenne fournit une infrastructure critique étant donné

que les canaux bancaires traditionnels demeurent contraints par les conditions de sécurité. L'infrastructure de transfert de fonds numérique est opérationnellement significative car les transferts de la diaspora constituent environ 30 pour cent ou plus du PIB d'Haïti.

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a révélé par sa Direction du Contrôle de la Qualité que 83 pour cent ou plus des échantillons d'eau traitée et emballée vendus dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ne respectent pas pleinement les exigences du MCI. Les principales conclusions incluent les normes d'étiquetage non respectées par plusieurs fournisseurs et les analyses physico-chimiques montrant une eau presque totalement dépourvue de minéraux. Le MCI a promis des mesures d'application, mais cela représente une préoccupation de santé publique affectant toutes les opérations dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les organisations s'appuyant sur l'eau emballée commercialement devraient revoir l'approvisionnement et envisager des protocoles de test indépendants.

La résiliation du TPS effective le 3 février 2026 continue de générer un impact majeur avec 350000 ressortissants haïtiens ou plus aux États-Unis à risque d'expulsion. Des vols d'expulsion actifs ont été documentés avec 132 le 5 février et 136 le 7 février incluant des détenteurs de TPS et de Carte verte avec enfants. Les évêques catholiques et le Comité américain pour les réfugiés et les immigrants appellent à un renversement. La justification du Département de la Sécurité intérieure prétend qu'Haïti ne remplit plus les exigences statutaires, ce qui contredit l'avis de niveau 4 Ne pas voyager du Département d'État. L'expansion de NATCASH fournit une certaine isolation pour la continuité des transferts de fonds, mais les volumes d'expulsion menacent une réduction significative des flux financiers.



CONTEXTE HISTORIQUE

La gourde haïtienne a démontré une stabilité relative pendant les transitions politiques précédentes, y compris les périodes de 2004 et 2016, en raison des entrées de transferts de fonds et de la gestion des réserves de la BRH. L'infrastructure financière numérique a émergé après le tremblement de terre de 2010 lorsque les services bancaires traditionnels ont été perturbés. Les plateformes d'argent mobile incluant NATCASH, MonCash et d'autres traitent maintenant une portion significative des transactions intérieures. Les problèmes de qualité de l'eau ont été une préoccupation persistante depuis l'épidémie de choléra de 2010 avec une capacité d'application réglementaire minimale.

POINTS DE DISCUSSION

Le taux de change de la gourde se maintient à 130,89 à 131,00 par dollar à travers la transition politique avec janvier montrant une appréciation de 0,06 pour cent depuis le début de l'année. Les revenus douaniers ont atteint 11,853 milliards de gourdes en janvier 2026 représentant une légère augmentation d'une année à l'autre indiquant une activité commerciale continue. La plateforme de transfert de fonds numérique NATCASH a élargi les partenariats permettant les transferts des États-Unis, du Canada, de la France, du Mexique et du Chili avec des fonctionnalités de sécurité biométrique.

Le ministère du Commerce a constaté que 83 pour cent de l'eau emballée à Port-au-Prince ne respecte pas les normes de qualité créant un risque de santé publique pour les opérations. La résiliation du TPS menace 350000 ressortissants haïtiens aux États-Unis avec des vols d'expulsion actifs moyennant 130 plus par cycle depuis le 3 février.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les institutions financières devraient maintenir les prévisions de taux de change actuelles avec l'attente d'une stabilité continue à travers le premier trimestre 2026 sauf détérioration de la sécurité. Les opérations commerciales devraient diversifier l'approvisionnement en eau et mettre en uvre des protocoles de test indépendants étant donné les conclusions du MCI sur la qualité de l'eau emballée.

Les organisations avec du personnel haïtien aux États-Unis devraient fournir des ressources de soutien juridique et documenter les impacts opérationnels potentiels des expulsions.

La programmation dépendante des transferts de fonds devrait développer des plans d'urgence pour une réduction potentielle de 10 à 20 pour cent des transferts de la diaspora si les expulsions s'accélèrent.

Les acteurs du secteur privé devraient s'engager avec NATCASH et des plateformes similaires pour l'infrastructure de paiement étant donné les contraintes des canaux bancaires traditionnels.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller le Premier ministre Fils-Aimé pour la publication de décrets de gouvernance dans Le Moniteur établissant le cadre juridique pour l'autorité exécutive intérimaire ou les nominations au cabinet. L'opération de démolition de Delmas commence le 11 février avec un potentiel de protestations, de perturbation économique et de tension dans le corridor commercial. Le Collège Présidentiel pourrait publier le communiqué CPR-002 ou tenir des événements publics pour maintenir la pertinence politique contre le consensus international favorisant le Premier ministre. Le tempo des opérations de sécurité devrait demeurer élevé suite au signal d'intensification du Nouvelliste avec un risque accru de pertes civiles.

CETTE SEMAINE

La date limite de déclaration de patrimoine de 30 jours de l'ULCC approche le 9 mars pour les anciens membres du CPT avec déclenchement de poursuites en cas de non-conformité. Le Représentant spécial de la GSF Jack Christofides devrait assumer son poste en Haïti ce mois-ci

avec de premières déclarations signalant les priorités opérationnelles et les mécanismes de coordination. Le CPJ surveille si le Premier ministre Fils-Aimé aborde ou applique le décret de diffamation criminelle du 16 janvier affectant la liberté des médias. L'urgence sanitaire de Dame-Marie déclarée par l'organisation ANTRAX dans la Grand'Anse mérite une surveillance pour escalade étant donné l'infrastructure de santé limitée. La mise en uvre du cadre de consultation structuré de l'OEA signalera si le Premier ministre répond aux préoccupations de légitimité intérieure.

HORIZON STRATÉGIQUE

La date électorale du 30 août 2026 sert de point de décision critique avec le calendrier des préparatifs électoraux compressé et la capacité opérationnelle du CEP incertaine. Le calendrier de déploiement de la GSF cible les premiers contingents en avril 2026 et le déploiement complet en octobre 2026 créant un écart de sécurité soutenu jusqu'au printemps. La date limite de conformité ISPS de l'USCG approche en février à mars 2026 avec des restrictions commerciales potentielles si les ports maritimes haïtiens échouent la certification. La formation de coalition de l'opposition intérieure autour du récit du déficit de légitimité s'accélérera à l'approche de la période de campagne électorale. La durabilité de la coordination de la communauté internationale dépend des progrès visibles sur la sécurité et les critères de préparation électorale dans une fenêtre de 60 à 90 jours.

SOURCES PRIMAIRES

Déclaration du Secrétariat général de l'OEA E-019/26 sur la transition politique d'Haïti
Déclaration de la BINUH sur la fin du mandat du Conseil Présidentiel de Transition
Déclaration du Département d'État des États-Unis sur la transition haïtienne 7 février 2026
Déclaration de la ministre des Affaires étrangères du Canada Anita Anand 9 février 2026
Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la France sur Haïti 9 février 2026
Note formelle du Kolektif Tèt Ansanm pou Ayiti 8 février 2026
Analyse Horizon toujours incertain d'AlterPresse 10 février 2026
Appels au dialogue et au consensus d'AlterPresse 10 février 2026
Avertissement du KTA au Premier ministre Fils-Aimé de Vant Bèf Info 8 février 2026
Gros titres sur les opérations de sécurité du Nouvelliste 8-9 février 2026
Gros titres quotidiens d'HaitiLibre 9-10 février 2026
Rapport sur l'attaque de Kenscoff et le défi juridique de Métropole Télé 31 janvier 2026
Analyse du soutien de l'OEA du Caribbean National Weekly 10 février 2026
Déclaration du Comité pour la protection des journalistes sur le décret de diffamation criminelle 16 janvier 2026
Annonce d'expansion de l'inclusion financière de NATCASH 9 février 2026
Conclusions sur la qualité de l'eau du ministère du Commerce et de l'Industrie février 2026
Données historiques HTG-USD d'Exchange-rates.org 2026
Données de taux USD-HTG de Trading Economics 28 janvier 2026